



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Pave-dans-la-mare>

Pavé dans la mare

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1995 - N° 948 - octobre 1995 -

Date de mise en ligne : lundi 2 juin 2008

Date de parution : octobre 1995

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

"Chômage : appel au débat" : est le titre d'un manifeste solennel publié par le Monde du 28 juin dernier sous la prestigieuse signature collective de personnalités que nous pourrions appeler progressistes, traditionnellement regroupées autour de certaines revues (Partage, Transversales, Revue du MAUSS) ; n'y cherchez pas Guy Sorman mais Guy Aznar, Yoland Bresson, André Gorz, Alain Lipietz, René Passet, etc. Après avoir marqué leur volonté de « faire passer au second plan les divergences parfois profondes qui les séparent », les cosignataires appellent « tous ceux qui partagent leur inquiétude, et notamment les chômeurs et les exclus, à engager au plus vite un débat collectif sur les possibilités d'instaurer une politique économique et sociale résolument novatrice ». En vue d'avancer dans le sens de ce qu'ils appellent "une démocratie plurielle", ils proposent d'explorer trois voies distinctes : a) La réduction du temps de travail, b) Le développement de l'économie solidaire, c) L'extension du RMI, "dans toute la mesure du possible", aux personnes de 18 à 25 ans. En conclusion de ce long article s'étalant sur six colonnes, les auteurs appellent au "débat le plus large" sur ces différentes orientations qui leur apparaissent « immédiatement réalisables - tant sur un plan financier que technique, économique ou moral - pour peu que l'on en mesure pleinement l'urgence et la nécessité ».

Dans la précédente Grande Relève, nous avons déjà rendu compte de ce manifeste et apporté une contribution à ce débat en rappelant les thèses de l'économie distributive. Je voudrais néanmoins, à titre personnel, faire quelques observations complémentaires.

Avec tout le respect que j'ai pour ces éminentes personnalités, je dirai que leurs propositions, loin d'être "immédiatement réalisables" comme elles le suggèrent, sont en grande partie utopiques dans le cadre du système actuel. Ce système infernal, nous l'avons évoqué à maintes reprises dans les colonnes de la Grande Relève, les signataires de l'appel le connaissent aussi bien que nous. Ils n'ignorent pas que, au cours de ces dernières décennies, la dictature du capital financier et des multinationales s'est considérablement accrue, que toute la politique des nations "avancées" est, aujourd'hui, dictée non pas par des intérêts humains mais par ceux du capitalisme mondial. Il existe, à ce point de vue, un certain nombre d'institutions supranationales dont les avis et les recommandations ont quasiment force de loi : le FMI, la Banque mondiale, l'Institut monétaire européen (IME). Il y a également, comme nous l'a rapporté récemment Marie-Louise Duboin (GR n° 944), la très privée agence Moody's Investors Service qui distribue des notes, bonnes ou mauvaises, aux différentes nations de la planète et dont l'appréciation peut mettre n'importe quelle économie nationale, sinon en faillite, du moins en grande difficulté. Il y a enfin toute l'énorme et anonyme spéculation financière internationale avec ses milliards de dollars transitant de manière quasiment incontrôlable et dont toute l'activité concourt également à sanctionner les économies jugées trop peu compétitives. Tout ce beau système tourne en fonction des intérêts supérieurs de la compétition capitaliste mondiale ; cela n'est un secret pour personne.

Or, toutes les propositions avancées par les signataires de l'appel du 28 juin ne remettent nullement en cause ce système démentiel et, en particulier, les procédés d'émission de cette monnaie capitaliste devenue aujourd'hui totalement incontrôlable. Il est bien évident que, dans le cadre du système actuel, malgré les contorsions que l'on voudra faire, il faudra bien trouver des crédits pour appliquer les mesures généreuses proposées par les auteurs du manifeste. Disons-le autrement : tout gouvernement qui, aujourd'hui, appliquerait unilatéralement des mesures significatives de réduction du temps de travail et d'extension de la protection sociale telles que celles qui sont proposées par les signataires de l'appel, serait inéluctablement contraint d'obérer la compétitivité de l'économie, puis la croissance, et d'accroître le déficit budgétaire ; dans le cadre de ce système reposant sur la concurrence et la compétition généralisée (entre individus, interentreprises, internationale), les sanctions de la communauté capitaliste mondiale ne tarderaient pas à intervenir : fuite des capitaux, dévaluation, inflation, récession...

Le grand problème auquel nous sommes actuellement confrontés est le suivant : aujourd'hui, sauf quelques rares exceptions, personne ne veut remettre en cause le système actuel. En partant des plus hautes sphères de la société jusqu'aux couches les plus défavorisées, en allant des partis d'extrême-droite à ceux d'extrême-gauche, des intellectuels aux manuels, nous pouvons observer un large consensus implicite : on se bat, on se met en grève, on

manifeste autour de mesures politiques superficielles mais on ne cherche surtout pas à remettre en cause ce système ; on s'affronte autour de problèmes de répartition de l'argent mais on ne remet surtout pas en question la nature de cet argent et ses mécanismes d'émission. La société entière apparaît aujourd'hui comme un immense organisme bien délabré mais tendant, malgré tout, à travers l'action de tous ses acteurs sociaux, à son auto-conservation ; elle est bloquée et cela apparaît de manière évidente dans cet appel du 28 juin : c'est, en effet, l'effritement de la "cohésion sociale" - dont la fragilité est, à présent, notoire -, qui, dans ce manifeste, semble hanter les signataires comme un cauchemar ; à trois reprises, ce terme de "cohésion sociale", comme un leitmotiv, revient dans leur appel angoissé (au milieu de la première colonne, en haut de la quatrième et au bas de la cinquième). Il est bien connu, en outre, que cette économie solidaire (ou sociale) qu'ils veulent développer a permis jusqu'à nos jours au système de se perpétuer en exacerbant ses injustices et ses inégalités. ... Vous ne voulez donc pas remettre ce système en cause ? Peu importe : il est en train de se miner inéluctablement. "La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature" : cette ancienne observation de Marx qui fut très controversée dans le passé est en train de se vérifier plus que jamais. Aujourd'hui, toutes ces logiques d'intérêts individuels et de compétition qui, dans le passé, avaient fait la force de ce système lorsqu'il était en pleine croissance, en pleine jeunesse, sont en train de le désagréger implacablement en fragilisant notamment à l'extrême cette "cohésion sociale" qui approche de son point de rupture. Telle est la réponse personnelle que je voudrais apporter à cet appel solennel, ma petite contribution à ce grand débat. Puisque ce système ne marche pas et se dégrade sans cesse, il nous faut travailler sur les mécanismes de la future économie postcapitaliste planétaire qui devra s'instaurer à terme, ainsi que sur les transitions possibles vers cet avenir que nous voulons construire pour nos enfants. Il existe deux formes d'utopie : la conservatrice et la prospective. La plus répandue, l'utopie conservatrice, est celle de tous ceux qui pensent que ce système va pouvoir perdurer encore longtemps. Parmi les utopistes conservateurs, certains s'imaginent que "la société duale" va s'éterniser, ce monde dans lequel une petite minorité de privilégiés conserve ses rentes, ses prébendes et des conditions de travail plus qu'honorables, une sécurité absolue de l'emploi, alors qu'une masse croissante, de plus en plus précarisée, voit ses revenus progressivement rognés ; ceux-là se contenteraient bien de quelques aménagements superficiels pour "faire durer la comédie" (Joan Robinson). Et puis il y a l'utopie prospective, celle de notre petite minorité qui sait que ce système ne cesse de se dégrader parce qu'il est vicié à la base et dépassé, mais qui, confiante dans l'avenir, travaille en tâtonnant sur les mécanismes de la future économie postcapitaliste planétaire, mais en remettant radicalement en cause les logiques économiques actuelles ; nos chimères résident ponctuellement, ici ou là, dans les propositions alternatives que nous avançons ; Ernst Bloch a décrit de manière lumineuse notre forme d'utopie en disant que « ce n'est pas la fuite dans l'irréel, c'est l'exploration des possibilités objectives du réel et la lutte pour leur concrétisation ». C'est dans cette direction que nous continuons à oeuvrer dans la Grande Relève.

Post-scriptum :

N.B. Il est bien évident que la critique figurant dans les lignes ci-dessus concerne de manière spécifique et exclusive le contenu de l'appel du 28 juin. Il peut exister par ailleurs, dans certaines recherches entreprises par l'une ou l'autre des personnalités signataires, telle la proposition de revenu d'existence inconditionnel soutenue par M. Yoland Bresson ou encore celle de réduction compensée du temps de travail de MM. Gorz ou Aznar, des germes de ces transitions possibles vers notre avenir postcapitaliste ; bien que sensiblement moins audacieux (ça ne signifie pas toujours plus réalistes...), ces projets rejoignent la philosophie de nos travaux sur le revenu et le service social et sur le contrat civique. En tout état de cause, quelles que soient les réformes appelées à s'imposer dans l'avenir, il faudra bien, tôt ou tard, s'attaquer au problème de la monnaie...